POUR UNE RENTRÉE DE LUTTE DES CLASSES

Dans la nuit du 19 au 20 août dernier, au moins 2 043 enfants ont dormi à la rue. Ce décompte opéré par l'Unicef ne tient compte que des appels passés au 115 (l'hébergement d'urgence) restés sans solution. Des centaines, voire des milliers d'autres mineurs dorment aussi dehors cette semaine. Depuis 2020, ce chiffre est en constante augmentation, loin des promesses gouvernementales de faire du sort de la jeunesse une priorité...

L'école dans l'œil du cyclone

Quartier pauvre rime souvent avec école délabrée : pas assez de mobilier, infestation de rongeurs, infiltration de la pluie. À Marseille, certains enseignants doivent faire classe dans les couloirs. Et si l'argent manque rarement pour bunkériser les bâtiments au nom de la sécurité, l'isolation thermique reste en revanche à la traîne dans bon nombre des 51 000 établissements scolaires – le Sénat a bien rendu un rapport en juin 2023, constatant que les fonds disponibles sont largement sous-utilisés et promettant une loi, mais rien n'a bougé.

En cette rentrée, il manque au moins 3 000 profs, qui n'ont pas été recrutés faute de candidats aux concours. Le métier ne fait plus rêver. Les salaires enseignants ont décroché de 25 % par rapport au coût de la vie ces 20 dernières années. Les suppressions de postes ont rendu les mutations pour rapprochement de famille plus longues à décrocher, voire parfois quasi impossibles. Les conditions de travail se sont dégradées.

Alors les rectorats bouchent les trous comme ils peuvent en embauchant des contractuels d'autant moins enclins à rester qu'ils sont encore plus mal payés que les titulaires. Au final, ce sont nos enfants qui en pâtissent. Car dans les milieux bourgeois, ça fait longtemps que la progéniture ne fréquente plus l'école publique, mais cette petite frange de l'école privée qui n'attire que les rejetons de riches.

Ils jouent les prolongations...

Pourtant, à en croire la ministre de l'Éducation nationale Belloubet, tout marcherait à merveille. Elle a assuré à la presse que les « réformes » engagées iront au bout. Les groupes de niveau en français et en maths en 6e et 5e sont unanimement décriés, parce qu'ils vont accentuer un tri social déjà fort dans le système éducatif français ? On les rebaptise « groupes de besoins » et le tour serait joué ?

Pas plus que Belloubet, le reste du gouvernement n'a l'air pressé de rendre son tablier. Ils ont pourtant été largement mis en minorité dans les élections du début de l'été. Et dans les classes populaires, ce n'est plus du rejet mais carrément de la détestation que suscitent les macronistes.

... renvoyons-les au vestiaire

Dans son éditorial du week-end, le journal Le Monde s'alarme de voir Macron ne pas nommer de nouveau Premier ministre, au « risque [...] que les Français estiment que voter ne sert à rien et que la protestation se fasse dans la rue ». Bien vu, à un détail près : ce n'est pas un « risque », c'est la solution !

Ce n'est ni de l'Élysée, ni de Matignon que nous obtiendrons, par exemple, l'abrogation de la réforme des retraites qui oblige à partir à 64 ans, encore moins le retour aux 60 ans à taux plein pour tous et toutes. Les « premiers ministrables » penchent plutôt pour la retraite à 66 ans !

Il en va de même pour à peu près tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Le terrain sur lequel nous pouvons les résoudre, c'est celui de la lutte, pas celui de ces institutions faites par et pour les possédants.

Les conducteurs des bus scolaires de plusieurs villes dans les jours qui viennent d'un côté, et de l'autre le 10 septembre dans l'éducation nationale, les profs sont ainsi appelés à la grève. C'est tant mieux que dès le début s'exprime la colère, mais cela ne doit pas être un petit tour et puis s'en va. De leur côté, la CGT et Solidaires appellent l'ensemble du monde du travail à l'action le 1er octobre. Il s'agit de ne pas en rester à des journées isolées, mais d'aller vers une lutte d'ensemble, vers la grève générale. Fédérer les colères pour faire enfin payer les riches, les actionnaires et le grand patronat.

Supply CHAÎNE

Cet été, nous avons eu la surprise au cedex 9 et au concentrateur de devoir signer un avenant pour changer d'intitulé de poste. Pour les remiseurs et les collecteurs nous sommes passés d'agents de production et agents courrier à agents « supply chain ». Un nouvel intitulé qui a entraîné une légitime méfiance vis-à-vis des futurs projets de la direction. Si la traduction précise de supply chain nous échappe encore, en français nous sommes nombreux à l'avoir déjà rebaptisé « supplice et chaîne ».

Karl Marx le disait déjà en son temps, à propos du renversement du capitalisme : « les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs (supply) chaînes, ils ont un monde à gagner. »

Prime logissimo : plus de 60% d'hypocrisie

Ne sachant plus quoi faire pour diviser les travailleurs des PICs, la direction nationale de La Poste a mis en place une prime Logissimo que ne touchent que les collègues qui font plus de 60% de travail de logistique. Nous n'avons toujours pas compris comment est fait ce savant calcul. Dans un même service comme celui du cedex 9 ou du concentrateur, certains collègues l'ont touché et d'autres non. Quant aux services de production qui passent leur temps à porter des colis, à faire des liasses d'imprimés publicitaires ou à empacter des pièces de voiture, ils ne la toucheront tout simplement pas. Avec ce genre de provocation, La Poste espère diviser pour mieux régner. De l'argent nous en avons pourtant tous besoin, il va falloir déjouer ces petites bassesses et rester unis pour imposer que nos salaires augmentent, et pour tous.

Les pubs avant les recommandés...

Depuis le début de l'été, il n'y en a que pour les pubs, à tel point que bien des services ont, à un moment ou à un autre, tourné au ralenti pour prioriser les IP. Résultat : des courriers urgents ou des recommandés prennent plusieurs jours de retard pour être sûr que des prospectus arrivent à l'heure. Drôle de société quand même...

... pour finalement finir au recygo

Cette situation est d'autant plus absurde, qu'une très grande partie des pubs envoyées nous reviennent dans des kubs recygo. Les facteurs, déjà en sous-effectif, ne peuvent bien souvent pas les distribuer à temps. Toute cette quantité de papier gaspillée et ce temps de travail dépensé pour rien a de quoi nous rendre malades. C'est la logique du profit a court terme de cette société capitaliste qu'il faut remettre en cause pour en finir avec ce type d'aberrations.

Le 15 août, c'est sacré

Cerise sur le gâteau, la boîte a fait venir des équipes de collègues des trois brigades le 15 août pour mettre sous pli des pubs en retard. Et vu les salaires de misère qu'elle nous verse, le volontariat du 15 août s'est transformé en obligation pour beaucoup d'entre nous qui n'arrivons pas à finir le mois. Imposer des augmentation réelles et importantes de nos salaires, ça serait aussi nous rendre plus libres de profiter des jours fériés d'été en refusant les heures supplémentaires.

Pas de bac à terre...

Une règle d'or qui nous est répétée régulièrement en brief. Pourtant quand nous voyons le quai départ recouvert de palettes au raz du sol pour les activités de messagerie multiflux, on se dit que la direction devrait relire ses propres règles d'or.

Gaza : réapparition de la poliomyélite

Dans ce territoire palestinien la polio avait été éradiquée il y a 25 ans. Elle vient de faire sa réapparition. Un premier cas a été récemment confirmé chez un enfant de dix mois. L'ONU a envoyé 1,2 million de doses du vaccin anti-polio. Le développement de la maladie est lié aux conditions de vie et d'hygiène effroyables dans lesquelles vit la population gazaouie qui s'ajoutent aux massacres perpétrés par l'armée israélienne. Le dernier bilan fait état de 40 691 morts, 94 060 blessés et des milliers de disparus.

Israël : grève générale pour dénoncer la politique de Netanyahou

La centrale syndicale, la Histadrout avait lancé lundi une grève générale pour dénoncer « l'abandon des otages » par le gouvernement. Bien qu'un tribunal ait déclaré la grève « politique » illégale et que les bureaucrates syndicaux l'aient arrêtée à la mi-journée, des centaines de milliers de travailleurs ont suivi le mouvement, rejoint par des associations pacifistes et l'Association médicale israélienne. Ils dénoncent la responsabilité du gouverement de Netayahou dans la mort des otages du Hamas et demande un cessez-le-feu.

Cette colère est un symptome positif d'une situation qui ne trouve aucune solution satisfaisante pour les israéliens eux-mêmes. Il est plus que temps pour la population israélienne de se rebeller contre cette guerre car ni les gouvernemets des pays arabes, ni l'ONU n'apporteront de solution. Encore faudrait-il que les manifestations en Israël fassent le lien entre le massacre des palestiniens et la politique d'apartheid de l'état d'Israël. Cet événement montre tout de même la peur du gouvernement Netanyahou face à un mouvement de lutte qui devrait s'étendre.

Toutes nos publications sur site : https://npa-revolutionnaires.org/